



(N° 56)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JANVIER 1920.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1920 AINSI QUE DES DISPOSITIONS DIVERSES

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à la Législature le projet de loi relatif au Budget général des Recettes et des Dépenses de l'exercice 1920.

Ce Budget, dans son ensemble, s'élève :

En dépenses, à	fr. 8,566,440,730 89
En recettes, à	3,331,561,559 »
soit un excédent de dépenses de.	fr. 5,234,849,171 89

Le Budget se décompose comme il suit :

Dépenses ordinaires	fr. 2,156,273,650 89
Recettes ordinaires	1,504,781,559 »
Excédent des dépenses.	fr. 651,492,091 89
Recettes exceptionnelles venant en déduction des dépenses ordinaires	345,230,000 »
Reste en excédent aux dépenses ordinaires	fr. 306,262,091 89
Dépenses extraordinaires normales	fr. 395,147,540 »
Recettes extraordinaires normales	1,550,000 »
Excédent des dépenses.	fr. 393,597,540 »
Dépenses extraordinaires de guerre	fr. 6,014,989,540 »
Recettes extraordinaires de guerre	1,480,000,000 »
Excédent des dépenses.	fr. 4,534,989,540 »

Dépenses ordinaires.

Le tableau ci-après donne la comparaison, détaillée par Ministères et services, des dépenses ordinaires votées pour 1919 et de celles proposées pour 1920.

DÉSIGNATION DES BUDGETS.			MONTANT DES BUDGETS		DIFFÉRENCES.	
			votés pour l'exercice 1919.	en projet pour l'exercice 1920.	Augmentations	Diminutions.
Dette publique	Dépenses ordinaires . . .	exceptionnelles.	240,334,479 67	280,857,660 89	40,523,181 22	»
	—		»	50,000 »	50,000 »	»
Dotations	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	6,215,000 »	7,378,800 »	1,163,800 »	»
	—		»	»	»	»
Ministère de la Justice . . .	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	44,282,800 »	67,809,000 »	23,526,200 »	»
	—		»	1,103,000 »	1,103,000 »	»
— des Affaires Étran- gères.	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	9,475,192 »	14,719,072 »	5,243,880 »	»
	—		»	403,000 »	403,000 »	»
— de l'Intérieur . . .	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	12,104,370 »	14,153,560 »	2,049,190 »	»
	—		1,715,000 »	640,000 »	»	1,075,000 »
— des Sciences et des Arts.	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	79,452,190 »	136,037,880 »	56,585,690 »	»
	—		4,380,823 »	700,030 »	»	3,680,775 »
— de l'Agriculture . .	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	14,163,315 »	18,422,640 »	4,259,325 »	»
	—		920,000 »	363,000 »	»	555,000 »
— des Travaux publics	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	50,280,000 »	54,461,900 »	4,181,900 »	»
	—		60,000 »	75,000 »	15,000 »	»
— de l'Industrie, du Travail et du Ravi- taillement	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	39,648,700 »	75,095,500 »	35,446,800 »	»
	—		1,495,000 »	980,000 »	»	515,000 »
— des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	453,769,160 »	811,982,113 »	358,212,953 »	»
	—		740,000 »	5,385,000 »	4,645,000 »	»
— des Colonies . . .	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	1,430,304 »	3,736,000 »	2,305,696 »	»
	—		100,000 »	»	»	100,000 »
— de la Guerre . . .	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	94,270,260 »	507,206,300 »	412,936,040 »	»
	—		»	6,017,000 »	6,017,000 »	»
Gendarmerie.	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	»	35,974,000 »	35,974,000 »	»
	—		»	3,885,000 »	3,885,000 »	»
Ministère des Finances . . .	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	30,841,300 »	57,690,075 »	26,848,775 »	»
	—		5,000 »	50,000 »	45,000 »	»
Ministère des Affaires Éco- nomiques	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	20,451,750 »	26,391,100 »	5,939,350 »	»
	—		500,000 »	»	»	500,000 »
Non-Valeurs et Rembourse- ments	— ordinaires . . .	exceptionnelles.	23,616,000 »	24,701,000 »	1,085,000 »	»
	—		»	»	»	»
TOTAL . . .			1,420,334,820 67	2,136,616,600 89	1,016,281,780 22	»
	Dépenses ordinaires . . .	exceptionnelles.	9,918,823 »	19,637,050 »	16,167,000 »	6,425,775 »
TOTAL GÉNÉRAL			1,130,250,645 67	2,156,273,650 89	1,032,448,780 22	6,425,775 »
					+ 1,026,023,005 22	

Parmi les causes de l'augmentation des dépenses ordinaires de 1919 à 1920, les principales se rapportent :

1° aux charges de la Dette publique fr.	40,500,000	»
2° au relèvement des barèmes et salaires et à l'octroi d'indemnités de résidence ⁽¹⁾	473,544,000	»
3° aux pensions de vieillesse	30,000,000	»
4° aux charges de l'armée et de la gendarmerie.	458,000,000	»
5° à l'achat des combustibles pour l'exploitation des chemins de fer	42,000,000	»

Dépenses extraordinaires normales.

Les crédits sollicités sous cette rubrique visent des dépenses à effectuer pour des travaux et fournitures de premier établissement, d'amélioration ou d'extension.

Parmi ces crédits, les plus importants sont destinés :

1° aux routes fr.	70,000,000	»
2° aux bâtiments civils	6,600,000	»
3° au casernement de la gendarmerie	9,655,000	»
4° aux canaux et rivières	20,000,000	»
5° aux chemins de fer	236,000,000	»
6° à la défense nationale	39,000,000	»

Dépenses extraordinaires de guerre.

Les crédits extraordinaires de guerre ne comprennent pas exclusivement des dépenses de dédommagement ou de reconstitution proprement dites.

Par suite des hostilités, le Gouvernement s'est trouvé devant un arriéré considérable de travaux d'ordre administratif, pour l'apurement duquel il a été obligé d'instituer des services temporaires ; il assume la charge de certaines dépenses, de caractère provisoire, tout au moins pour leur montant actuel, telles que, par exemple : les secours aux chômeurs, aux travailleurs victimes d'accidents du travail qui ne jouissent que d'une rente insuffisante pour leur permettre de vivre, les subsides aux mutualités pour les aider à couvrir leurs frais médico-pharmaceutiques, les indemnités aux agents des services extérieurs pour les pertes de change, l'aide pécuniaire accordée à des Belges indigents résidant à l'étranger, le bureau d'information belge qui fonctionne au Département des Affaires Étrangères, etc.

(1) Dans cette somme est comprise celle qui est affectée au paiement intégral par l'État, à la décharge des communes, des traitements du personnel de l'enseignement primaire, qui, comparativement à 1919, s'élève à 68 millions de francs, et, comparativement à 1914, à 82 millions de francs.

Il reste à exécuter des travaux d'entretien, notamment aux routes, aux bâtiments de l'État, aux rivières et canaux, ports et côtes, aujourd'hui d'une importance exceptionnelle, pour avoir été négligés pendant l'occupation.

Toutes ces dépenses exigent des crédits importants.

Par leur nature, elles sembleraient devoir être inscrites plutôt sous la section des dépenses exceptionnelles du Budget ordinaire.

Mais, outre que la question peut se poser de savoir si des charges de l'espèce n'incombent pas aux Puissances centrales, point à résoudre par la Commission des Réparations, leur inscription au Budget ordinaire fausserait, à cause de l'ampleur de ces dépenses, le résultat de celui-ci.

De plus, il serait excessif de vouloir couvrir ces dépenses par les ressources ordinaires et de les mettre ainsi à la charge des générations présentes, qui ont déjà tant souffert de la guerre.

Il est juste que nos successeurs en supportent leur part ; aussi le Gouvernement n'a-t-il pas hésité à les mettre au compte de l'emprunt.

Le tableau des dépenses extraordinaires de guerre comprend une autre série de crédits que l'on pourrait s'étonner de voir figurer à cette place parce qu'ils se rapportent, non pas à des dépenses de capital, mais bien à des charges qui, normalement, s'inscrivent au Budget de la Dette publique.

Rien, cependant, n'est plus rationnel que la présence de ces dépenses audit tableau.

L'examen des crédits en question fera constater qu'ils concernent des pensions et des frais de capitaux que le Traité de Versailles met à la charge de l'Allemagne.

En attendant que le service de ces pensions et de ces emprunts puisse être assuré par les versements à opérer par l'Allemagne, il ne peut être question d'en charger la colonne de nos dépenses ordinaires, qui doivent trouver leur contre-partie dans le produit de nos revenus annuels.

Toutefois, les emprunts dont la charge est portée intégralement aux dépenses extraordinaires de guerre parce qu'ils ont servi à notre pays à se faire le banquier de ses envahisseurs, n'ont pas été employés, dans leur totalité, pour des dépenses à mettre au compte de nos adversaires.

Une partie en a été utilisée pour suppléer à l'insuffisance de nos ressources ordinaires et une autre à faire face à nos dépenses extraordinaires normales.

Mais il n'est pas possible, à cause des complications qui en résulteraient pour les écritures, de scinder le service de ces emprunts suivant la part qui en aurait été affectée à telle ou telle catégorie de nos dépenses.

De ce chef, le Budget de l'extraordinaire supporte une dépense qui ne lui incombe point.

Pour rétablir l'équilibre sous ce rapport, le Gouvernement a inscrit au tableau des charges de la Dette publique une somme de 40 millions de francs qui est prévue au tableau des Voies et Moyens sous le chapitre des recettes extraordinaires de guerre pour venir en compensation des dépenses de cette nature.

Le Budget de l'ordinaire sera grevé de cette manière des intérêts et de l'amortissement des emprunts contractés pour le compte de la Belgique, depuis l'armistice.

Les postes les plus importants inscrits au tableau des dépenses extraordinaires de guerre sont les suivants :

1° Office des régions dévastées fr. 1,340,680,800 »

Les recettes de cet office sont évaluées à 71 millions de francs.

2° Reconstitution agricole 118,430,000 »
à récupérer à concurrence de 10 millions.

3° Travaux publics (routes, travaux hydrauliques, etc.). 124,000,000 »

4° Ravitaillement de la population civile 1,598,230,000 »

En contre-partie de cette dépense, il est porté au budget des Voies et Moyens une somme de 1 milliard 359 millions de francs.

5° Encouragements aux institutions pour le placement gratuit des travailleurs 13,335,000 »

6° Subsidés aux sociétés mutualistes qui ont organisé le service médico-pharmaceutique 16,200,000 »

7° Secours exceptionnels aux victimes d'accidents du travail 8,000,000 »

8° Chemins de fer 991,124,000 »

9° Aide à la restauration du foyer du combattant et aux familles d'officiers, sous-officiers, soldats et gendarmes rengagés 62,000,000 »

10° Reconstitution des bâtiments militaires et de l'outillage de l'armée; pensions, secours, etc. . . . 250,000,000 »

11° Avances à faire au Trésor colonial pour les dépenses de la guerre en Afrique et l'administration des territoires du Ruanda-Urundi 13,500,000 »

12° Dommages de guerre. 620,000,000 »

13° Avances pour le compte de l'Allemagne de charges de sa dette envers la Belgique 746,000,000 »

Recettes.

Les Voies et Moyens qui, pour 1919, ont été évalués dans leur ensemble à fr. 2,888,445,429 »

montent, pour 1920, à 3,331,561,559 »

AUGMENTATION. fr. 443,116,130 »

Recettes ordinaires.

On attend des nouveaux impôts cédulaires sur les revenus et de l'impôt complémentaire sur le revenu global (supertaxe) qui remplacent l'impôt foncier, les trois premières bases de la contribution personnelle, le droit de patente et la taxe sur les revenus et profits réels, un rendement de 315,000,000 de francs, soit une augmentation de fr. 216,000,000 »

On escompte en plus :

Pour la Douane	fr. 46,300,000 »
Pour les Accises	68,000,000 »
Pour les produits de l'Enregistrement	30,000,000 »
Pour les Péages.	368,000,000 »
Pour les Capitaux et Revenus.	17,000,000 »
Pour les Remboursements.	5,800,000 »

Les recettes de 1919 comprenaient des recettes arriérées; de ce chef, il y a pour 1920 une diminution de 69 millions.

Les *recettes exceptionnelles*, comparativement à 1919, diminuent de fr. 5,000,000 »

Les *recettes extraordinaires de guerre* sont inférieures au chiffre de 1919 de fr. 251,000,000 »

Résultats du Budget ordinaire.

Comme l'indique, en tête, le présent exposé, l'excédent des dépenses ordinaires sur les recettes de même nature, *abstraction faite des recettes exceptionnelles*, monte à fr. 651,492,091.89.

Pour apprécier sainement ce déficit, il faut tenir compte, en tout premier lieu, qu'il est influencé par le résultat financier de nos régies des Chemins de fer, Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Marine.

Les recettes de ces entreprises sont évaluées pour 1920 :

En ce qui concerne le Chemin de fer, à.	fr. 600,000,000 »
Id. les Postes.	38,876,920 »

A REPORTER. . fr. 638,876,920 »

REPORT.	fr.	638,876,920	»
En ce qui concerne les Télégraphes et Téléphones.		34,715,200	»
Id. la Marine et le service des transports par eaux intérieures.		34,060,000	»
ENSEMBLE.	fr.	707,652,120	»
Les dépenses d'exploitation montent à		817,367,113	»
Soit un manquant de	fr.	109,714,993	»
auquel s'ajoute, pour les charges du capital de premier établissement, une somme qui a été estimée par M. le Rapporteur du Budget général de 1919 à fr.		120,000,000	»
Soit un mali de	fr.	229,714,993	»
qui, déduit du déficit ci-dessus de	fr.	651,492,091	89
abaisse celui-ci à	fr.	421,777,098	89

Cette partie du déficit s'éliminera du Budget à mesure que l'industrie et le commerce reprendront leur essor et il est permis de prévoir que, à un moment donné, le résultat déficitaire de nos régies se muera en un excédent de recettes.

Si les espérances à cet égard devaient tarder à se réaliser, il pourrait y être remédié par une revision des tarifs, car il n'est pas admissible que les exploitations de l'État soldent en perte.

Les dépenses de l'armée trouvent une compensation, évaluée pour 1920 à 95 millions de francs, dans la redevance à payer par l'Allemagne du chef de l'occupation militaire belge d'une partie du territoire rhénan. Cette redevance constitue, en quelque sorte, une recette permanente, puisqu'elle sera perçue jusqu'à la fin de l'occupation qui, apparemment, se prolongera pendant longtemps.

Elle peut être déduite du déficit, comme ressource normale, avec d'autant plus de raison que nos dépenses de guerre diminueront sans doute sérieusement quand nos troupes pourront être retirées définitivement de l'Allemagne.

Le déficit se ramène ainsi à fr. 326,777,098.89.

C'est encore un chiffre très important, alors surtout que le Budget ne comprend pas encore la surcharge de dépenses à résulter de l'augmentation des traitements de la magistrature et du clergé, de la revision des allocations de retraite des pensionnés de l'État et des suppléments qui devront

être accordés aux veuves et orphelins de ses serviteurs décédés, et enfin de la nouvelle amélioration de sort à laquelle le Gouvernement vient de consentir en faveur du personnel préposé aux services publics.

Mais la reprise industrielle et commerciale, qui ne cesse de s'accroître, la reconstitution des régions dévastées exerceront leurs effets salutaires sur le rendement de nos impôts.

De larges plus-values peuvent être prévues et le nouveau système fiscal dont le pays vient de se doter permettra d'assurer à la collectivité belge sa juste part dans les revenus de chacun pour garantir et élargir son existence.

Le Gouvernement est résolu à ne négliger aucun effort pour y parvenir.

Si l'accroissement spontané de nos recettes est dans l'ordre des choses certaines, peut-on dire, les dépenses, de leur côté, ne se tiendront probablement pas à leur hauteur actuelle.

Elles sont appelées à baisser à mesure que les prix deviendront plus normaux et que diminuera la tension du change dont l'élévation exceptionnelle pèse d'un poids extrêmement lourd sur nos finances.

Il n'en reste pas moins impérieusement nécessaire d'apporter le plus grand esprit d'économie dans l'administration du pays.

Ceux qui collaborent à cette tâche doivent comprendre et admettre que le Ministre des Finances, qui est aux prises avec les difficultés de trésorerie qu'entraîne inévitablement un état de dépenses de plus de 8.5 milliards, puisse leur demander de ne pousser à aucune dépense qui ne soit immédiatement et inéluctablement indispensable.

La nécessité s'impose de réagir énergiquement contre les charges facultatives et même contre des dépenses, à certains égards productives, qui, en ce moment, doivent céder le pas aux dépenses plus urgentes de la reconstitution.

En vue de faciliter aux membres de la Législature le contrôle de l'emploi des deniers publics, les dépenses relatives aux traitements du personnel, aux indemnités pour travaux extraordinaires et aux frais de route, de séjour et de missions feront dorénavant, le plus possible, l'objet d'articles distincts, et les développements ont été complétés par l'indication des cadres des diverses administrations, ce qui permettra de suivre l'extension donnée au personnel de l'État et d'en signaler éventuellement les abus.

Par des autorisations d'emprunt et d'autres moyens de trésorerie, en ce qui concerne spécialement les dommages de guerre, le Gouvernement est assuré de disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses besoins financiers les plus immédiats.

Le Premier Ministre,

Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Projet de loi contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1920, ainsi que des dispositions diverses.

Wetsontwerp houdende de Algemeene Begrooting van de Ontvangsten en de Uitgaven over het dienstjaar 1920, alsmede verscheidene bepalingen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Finances.

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS DIVERSES.

A. — Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes est autorisé à faire payer par avance sur la caisse des comptables, sous réserve de régularisation ultérieure de la manière indiquée à l'article 23 de la loi du 15 mai 1846, les secours et indemnités de toute nature qui seront alloués sur le tableau X (Ministère des Chemins de fer, etc.), aux agents ou à leurs familles, ainsi qu'aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en volgens advies van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal de Wetgevende Kamers in Onzen naam door Onzen Minister van Financiën voorgelegd worden.

TITEL EÉN.

VERSCHEIDENE BEPALINGEN.

A. — Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

ARTIKEL EÉN.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen wordt gemachtigd om bij voorbaat te doen uitbetalen ten laste der kas van Staatsrekenplichtigen, onder voorbehoud van latere regeling volgens de wijze aangeduid bij artikel 23 der wet van 15 Mei 1846, de hulpgelden en vergoedingen van allen aard welke, ter aanrekening van tabel X (Ministerie van Spoorwegen, enz.), verleend zullen worden aan beambten of aan hunne familieleden, alsook aan de slachtoffers van ongevallen af aan dezer rechthebbenden.

ART. 2.

En attendant la conclusion de nouveaux arrangements destinés à remplacer ceux faisant l'objet du Traité de Berlin du 11 juillet 1872 pour l'exploitation du chemin de fer de Spa à la frontière grand-ducale, le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes est autorisé à continuer l'exploitation de ce chemin de fer en 1920, et à payer à la Société anonyme royale grand-ducale des Chemins de fer Guillaume-Luxembourg, le loyer de 219,600 francs, sous réserve de faire compte dans les arrangements à intervenir.

B. — Ministère de la Guerre.

ART. 3.

Les objets mis hors de service ainsi que les déchets, issues, sous-produits, etc., provenant du service de l'Intendance et des hôpitaux militaires, seront vendus par les soins de l'administration de la guerre, et les sommes perçues de ce chef seront déduites du montant des achats faits pour objets, denrées, etc., de même espèce.

Il en est de même des recettes effectuées à divers titres au profit des différents services des corps de troupe.

D'autre part, les sommes que percevront les divers établissements et services de l'armée du chef de fournitures et travaux exécutés pour compte des organismes de l'armée ou de la gendarmerie, resteront acquises aux établissements et services fournisseurs qui les déduiront de leurs allocations budgétaires.

ART. 2.

In afwachting dat nieuwe schikkingen getroffen worden tot vervanging van die welke het voorwerp uitmaken van het Verdrag van Berlijn van 11 Juli 1872 voor de exploitatie van den spoorweg van Spa naar de groothertogelijke grens, is de Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien gemachtigd de exploitatie van dien spoorweg, in 1920, voort te zetten en aan de Koninklijke-Groothertogelijke Naamlooze Maatschappij der Willem-Luxemburg spoorwegen het huurgeld van 219,600 frank te betalen, onder voorbehoud van rekening te maken bij het treffen der nieuwe schikkingen.

B. — Ministerie van Oorlog.

ART. 3.

De buiten dienst gestelde voorwerpen, evenals de afval, eetbare afval, voortbrengselen van minderen aard, enz., voortkomende van den Dienst der Intendantie en van de militaire hospitalen zullen, door toedoen van het Krijgswezen verkocht worden en de opbrengst ervan zal afgetrokken worden van het bedrag der aankopen van voorwerpen, eetwaren, enz., van denzelfden aard.

Hetzelfde geldt voor de ontvangsten wegens onderscheidene redenen ten voordeele der verschillende diensten der troepenkorpsen.

Anderzijds zullen de sommen welke door de inrichtingen en diensten van het leger geïnd worden uit hoofde van leveringen en werken uitgevoerd voor rekening der inrichtingen van het leger of der gendarmerie, verworven blijven aan de leverende inrichtingen en diensten die ze van hunne eigen begroo-

taires propres. Toutefois, la valeur des cessions faites entre établissements et services émergeant au même article budgétaire n'est pas payée; ces cessions font l'objet de « factures d'ordre » ne donnant pas lieu à liquidation.

ART. 4.

Les indemnités à payer aux habitants pour le logement et, le cas échéant, pour la nourriture des officiers, sous-officiers et soldats, sont fixées, pour l'exercice 1920, d'après les bases ci-après :

I. — LOGEMENT.

Pour les troupes installées en cantonnement ordinaire :

1^o Par logement d'officier général et par nuit : 3 francs.

Par logement d'officier supérieur et par nuit : 2 francs.

Par logement d'officier subalterne et par nuit : 1 franc.

Lorsque la troupe est cantonnée d'une façon durable, les indemnités sont réduites de moitié à partir du quatrième jour.

2^o Par lit de sous-officier et soldat et par nuit : 20 centimes.

Pour les troupes installées en cantonnement-abri :

1^o La paille de couchage étant fournie par l'administration militaire, par homme et par nuit : 5 centimes.

2^o La paille de couchage étant fournie par l'habitant :

a) par homme pour la première nuit : 30 centimes;

tingsverstrekkingen zullen aftrekken. De waarde der leveringen tusschen inrichtingen en diensten die in hetzelfde begrootingsartikel begrepen zijn, wordt echter niet betaald; deze leveringen maken het voorwerp uit van « factures d'ordre » welke tot geene vereffening aanleiding geven.

ART. 4.

De aan de inwoners te betalen vergoedingen voor het inkwartieren en desgevallend, voor de voeding der officieren, onderofficieren en soldaten, worden, voor het dienstjaar 1920, naar volgende grondprijzen vastgesteld.

I. — INKWARTIERING.

Voor de in gewoon kantonnement ingekwartierde troepen :

1^o Per opperofficier — logement en per nacht : 3 frank.

Per hoofdofficier — logement en per nacht : 2 frank.

Per lagerofficier — logement en per nacht : 1 frank.

Wanneer de troep op blijvende wijze gekantonneerd is, worden de vergoedingen van den vierden dag af met de helft verminderd.

2^o Per onderofficier of soldatenbed en per nacht : 20 centiemen.

Voor de in schuilkantonnement ingekwartierde troepen :

1^o Het slaapstroo door het militair beheer geleverd zijnde, per man en per nacht : 5 centiemen.

2^o Het slaapstroo door den inwoner geleverd zijnde :

a) Per man voor den eersten nacht : 30 centiemen;

b) Pour les nuits suivantes jusqu'à renouvellement de la paille : 5 centimès.

II. — NOURRITURE.

Pour les officiers, d'après les prix usuels dans les localités;

Pour les sous-officiers et soldats par jour : 4 francs.

ART. 5.

Les habitants qui devront pourvoir au logement des chevaux, mulets ou autres animaux, auront droit, à titre de rémunération, au fumier produit par ces animaux.

ART. 6.

Les denrées fournies par les communes pour la nourriture des chevaux, leur seront payées sur le pied des derniers prix trimestriels de la régie des fourrages de l'armée, augmentés de 10 %.

Ces prix seront portés trimestriellement à la connaissance du public par la voie du « Mémorial administratif ».

ART. 7.

Les corps et services de l'armée, qui reçoivent leurs fonds sur crédits administratifs, restent débiteurs ou créditeurs vis-à-vis du Trésor de la différence, en plus ou en moins, entre les sommes perçues et celles qui leur sont dues au titre de leurs allocations; le solde est reporté à l'exercice suivant.

b) Voor de volgende nachten en tot dat het stroo vernieuwd wordt : 5 centiemèn.

II. — VOEDING.

Voor de officieren, volgens de in de lokaliteit betaalde gewone prijzen;

Voor de onderofficieren en soldaten per dag : 4 frank.

ART. 5.

De inwoners die zullen moeten voorzien in de inkwartiering der paarden, muilezels of andere dieren, zullen als vergoeding, recht hebben op den mest dezer dieren.

ART. 6.

De eetwaren door de gemeenten geleverd tot voeding der paarden zullen hun betaald worden op voet der laatste driemaandelijksche prijzen van 's Rijksbeheer van het voedsel van 't leger, vermeerderd met 10 %.

Deze prijzen zullen driemaandelijks ter kennis worden gebracht van het publiek bij middel van het « Bestuurlijk Memoriaal ».

ART. 7.

De korpsen en diensten van het leger die hunne gelden op administratieve kredieten ontvangen, blijven tegenover de Schatkist schuldenaars of schuld-eischers voor het verschil, in meer of min, tusschen de opgetrokken sommen en die welke hun uit hoofde hunner verstrekkingen verschuldigd zijn; het saldo wordt op het volgend dienstjaar overgebracht.

ART. 8.

En cas de mobilisation, l'imputation des dépenses relatives à la Gendarmerie se fait à charge du Budget de la Guerre sur les articles dont l'objet correspond à la nature de la dépense envisagée.

Le compte général des dépenses est rendu par le Budget de la Guerre.

**C. — Ministère de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement.**

ART. 9.

Les frais des épreuves prescrites par les arrêtés royaux des 14 juin 1899 et 31 octobre 1919 relatifs au transport des récipients destinés à contenir des gaz liquéfiés ou comprimés, sont supportés par les industriels intéressés.

Les rétributions dues de ce chef sont versées au Trésor. Un arrêté royal en détermine le taux et en règle la perception.

D. — Ministère des Finances.

ART. 10.

A partir du 1^{er} janvier 1921, les intérêts de cautionnements seront payés, contre quittance, au porteur du certificat d'inscription ou de la copie de reconnaissance de dépôt délivrée à l'ayant droit pour lui servir de titre.

TITRE II.

§ 1. — DÉPENSES DE NATURE ORDINAIRE.

ART. 11.

Il est ouvert pour les dépenses de nature ordinaire, tant normales qu'ex-

ART. 8.

In geval van mobilisatie worden de uitgaven betrekkelijk de Gendarmerie ten laste der Begrooting van Oorlog aangerekend bij de artikelen waarvan het voorwerp overeenstemt met den aard der beschouwde uitgave.

Het algemeen verslag oyer de uitgaven wordt gedaan in de Begrooting van Oorlog.

**C. — Ministerie van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading.**

ART. 9.

De kosten der door koninklijke besluiten van 14 Juni 1899 en 31 October 1919 voorgeschreven proefnemingen betreffende het vervoer der vaten bestemd om vloeibaar gemaakte of samengeperste gassen in te houden, worden door de betrokken nijveraars afgedragen.

De uit dien hoofde verschuldigde vergoedingen worden den Staat betaald. Een koninklijk besluit stelt hun bedrag vast en regelt hunne heffing.

D. — Ministerie van Financiën.

ART. 10.

Van 1 Januari 1921 af, zullen de interesten van zekerheidstellingen tegen kwijtschrift uitgekeerd worden aan den houder van het inschrijvingsbewijs of van het afschrift van erkenning van bewaargeving den belanghebbende afgeleverd om hem tot titel te strekken.

TITEL II.

§ 1. — UITGAVEN VAN GEWONEN AARD.

ART. 11.

Voor normale zooals uitzonderlijke uitgaven van gewonen aard, van het

ceptionnelles, de l'exercice 1920, des crédits qui se répartissent de la manière suivante entre les divers services de l'Etat, conformément aux tableaux I à XVI annexés à la présente loi.

dienstjaar 1920, worden kredieten geopend, die volgenderwijze over de verschillende Staatsdiensten verdeeld worden, overeenkomstig de aan deze wet gehechte tabellen I tot XVI.

MINISTÈRES ET SERVICES.	Dépenses ordinaires de l'exercice 1920. — Gewone uitgaven van het dienstjaar 1920.	MINISTERIËN EN DIENSTEN.
Dette publique Tableau I.	280,907,660 89	Tabel I. Openbare Schuld.
Dotations. Tableau II.	7,378,800 »	Tabel II. Dotatiën.
Justice Tableau III.	68,914,000 »	Tabel III. Justitie.
Affaires Étrangères. Tableau IV.	15,124,072 »	Tabel IV. Buitenlandsche Zaken.
Intérieur Tableau V.	14,793,560 »	Tabel V. Binnenlandsche Zaken.
Sciences et Arts. Tableau VI.	136,737,930 »	Tabel VI. Wetenschappen en Kunsten.
Agriculture Tableau VII.	18,787,640 »	Tabel VII. Landbouw.
Travaux publics. Tableau VIII.	54,536,900 »	Tabel VIII. Openbare Werken.
Industrie, Travail et Ravitaillement. Tableau IX.	76,075,500 »	Tabel IX. Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes. Tableau X.	817,367,113 »	Tabel X. Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegraafen.
Colonies Tableau XI.	3,736,000 »	Tabel XI. Koloniën.
Guerre Tableau XII.	513,223,300 »	Tabel XII. Oorlog.
Gendarmerie. Tableau XIII.	39,859,000 »	Tabel XIII. Gendarmerie.
Finances Tableau XIV.	57,740,075 »	Tabel XIV. Financiën.
Affaires Économiques Tableau XV.	26,391,100 »	Tabel XV. Staatshuishoudkundige Zaken.
Non-Valeurs et Remboursements. Tableau XVI.	24,701,000 »	Tabel XVI. Onwaarden en Terugbetalingen.
TOTAL. . fr.	2,156,273,650 89	TE SAMEN.

§ 2. — DÉPENSES DE NATURE EXTRAORDINAIRE.

ART. 12.

Il est ouvert pour les dépenses de nature extraordinaire de l'exercice 1920, des crédits répartis conformément au tableau XVII, annexé à la présente loi, et qui s'élèvent par Ministères et services aux sommes indiquées ci-après.

§ 2. — UITGAVEN VAN BUITENGEWONEN AARD.

ART. 12.

Voor de uitgaven van buitengewonen aard van het dienstjaar 1920, worden kredieten geopend, verdeeld overeenkomstig de aan deze wet gehechte tabel XVII, en welke per Ministeriën en diensten, de hierna aangehaalde sommen bedragen.

MINISTÈRES ET SERVICES.	Dépenses extraordinaires. — Buitengewone uitgaven.		MINISTERIËN EN DIENSTEN.
	Charges normales.	Charges de guerre.	
	Normale lasten.	Oorlogs lasten.	
Dette publique	»	785,727,119	Openbare Schuld.
Dotations.	1,716,900	»	Dotatiën.
Justice	100,000	1,175,000	Justitie.
Affaires Étrangères.	»	4,222,200	Buitenlandsche Zaken.
Intérieur.	300,000	1,397,473,720	Binnenlandsche Zaken.
Sciences et Arts.	»	996,247	Wetenschappen en Kunsten.
Agriculture	2,085,000	118,480,000	Landbouw.
Travaux publics	111,465,000	124,815,000	Openbare Werken.
Industrie, Travail et Ravitaillement.	»	1,636,065,000	Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.	236,150,025	991,124,804	Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafien.
Guerre	39,130,615	311,522,650	Oorlog.
Finances	4,200,000	14,480,000	Financiën.
Affaires Économiques.	»	628,937,800	Staatshuishoudkundige Zaken.
TOTAUX. . fr.	395,147,540	6,014,989,540	TE SAMEN.

TITRE III.

Voies et Moyens.

ART. 13.

Les impôts directs et indirects, en principal et centimes additionnels au profit de l'État existant au 31 décembre 1919 seront recouvrés pendant l'année 1920, d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

ART. 14.

Les recettes de l'État pour l'exercice 1920 sont évaluées aux sommes sui-

TITEL III.

's Lands Middelen.

ART. 13.

De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in principaal en opcentiemen ten voordeele van den Staat, bestaande op 31 December 1919, zullen, gedurende het jaar 1920, geïnd worden volgens de wetten en de tarieven welke de zetting en de heffing ervan regelen.

ART. 14.

De ontvangsten van den Staat over het dienstjaar 1920 worden geraamd op

vantes, conformément au tableau XVIII annexé à la présente loi :

Recettes ordinaires fr.	1,504,781,559
Recettes exceptionnelles	345,230,000
Recettes extraordinaires normales	1,550,000
Recettes extraordinaires de guerre	1,480,000,000

TITRE IV.

Recettes et dépenses pour ordre.

ART. 15.

Les recettes et les dépenses pour ordre de l'exercice 1920, sont évaluées respectivement à la somme de fr. 6,293,898,743.77, conformément au tableau XIX annexé à la présente loi.

ART. 16.

La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1920.

Donné à Laeken, le 19 janvier 1920.

de volgende sommen overeenkomstig de aan deze wet gehechte tabel XVIII :

Gewone ontvangsten fr.	1,504,781,559
Uitzonderlijke ontvangsten	345,230,000
Normale buitengewone ontvangsten	1,550,000
Buitengewone oorlogsontvangsten	1,480,000,000

TITEL IV.

Ontvangsten en uitgaven voor order.

ART. 15.

De ontvangsten en de uitgaven voor order over het dienstjaar 1920 worden wederzijdsch geraamd op de som van fr. 6,293,898,743.77 overeenkomstig de aan deze wet gehechte tabel XIX.

ART. 16.

Deze wet wordt van 1^{er} Januari 1920 af van kracht.

Gegeven te Laken, den 19^{en} Januari 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JANUARI 1920.

WETSONTWERP HOUDENDE DE ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 ALSMEDE VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

ALGEMEENE TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen heb ik de eer bij de Wetgevende Macht het wetsontwerp in te dienen, betreffende de Algemeene Begrooting der ontvangsten en uitgaven van het dienstjaar 1920.

De Begrooting, in haar geheel, beloopt :

in uitgaven, tot	fr.	8,566,410,730	89
in ontvangsten, tot		3,331,561,559	»
dus een overschot van uitgaven van	fr.	5,234,849,171	89

De Begrooting vindt hare uiteenzetting als volgt :

Gewone uitgaven	fr.	2,156,273,650	89
Gewone ontvangsten		1,504,781,559	»
Overschot van uitgaven.	fr.	651,492,091	89
Uitzonderlijke ontvangsten komende in mindering der gewone uitgaven		345,230,000	»
Blijft als overschot bij de gewone uitgaven.	fr.	306,262,091	89
Normale buitengewone uitgaven	fr.	395,147,540	»
Normale buitengewone ontvangsten		1,550,000	»
Overschot der uitgaven.	fr.	393,597,540	»
Buitengewone oorlogsuitgaven	fr.	6,014,989,540	»
Buitengewone oorlogsontvangsten		1,480,000,000	»
Overschot der uitgaven.	fr.	4,534,989,540	»

Gewone uitgaven.

Navolgende tabel houdt de vergelijking, uiteengezet voor de verschillende Ministeries en diensten, van de gewone uitgaven gestemd voor 1919, en van die voorgesteld voor 1920.

AANDUIDING DER TABELLEN.		BEDRAG DER TABELLEN		VERSCHIL.		
		gestemd voor het dienstjaar 1919.	in ontwerp voor het dienstjaar 1920.	Verhooging.	Vermindering.	
Openbare Schuld.	Gewone uitgaven	240,334,479 67	280,857,660 89	40,523,181 22	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	»	50,000	50,000	»	
Dotatiën.	Gewone uitgaven	6,215,000	7,378,800	1,163,800	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	»	»	»	»	
Ministerie van Justitie.	Gewone uitgaven	44,282,800	67,809,000	23,526,200	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	»	1,105,000	1,105,000	»	
Ministerie van Buitenlandsche Zaken.	Gewone uitgaven	9,475,192	14,719,072	5,243,880	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	»	405,000	405,000	»	
Ministerie van Binnenland- sche Zaken	Gewone uitgaven	12,104,370	14,153,560	2,049,190	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	1,715,000	640,000	»	1,075,000	
Ministerie van Wetenschap- pen en Kunsten	Gewone uitgaven	79,432,190	136,037,880	56,585,690	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	4,380,825	700,050	»	3,680,775	
Ministerie van Landbouw	Gewone uitgaven	14,163,315	18,432,640	4,269,325	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	920,000	365,000	»	555,000	
Ministerie van Openbare Wer- ken	Gewone uitgaven	50,280,000	54,461,900	4,181,900	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	60,000	75,000	15,000	»	
Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading	Gewone uitgaven	39,648,700	75,095,500	35,446,800	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	1,495,000	980,000	»	515,000	
Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen	Gewone uitgaven	453,769,160	811,982,113	358,212,953	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	740,000	5,385,000	4,645,000	»	
Ministerie van Koloniën	Gewone uitgaven	1,430,304	3,736,000	2,305,696	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	100,000	»	»	100,000	
Ministerie van Oorlog	Gewone uitgaven	94,270,260	507,206,300	412,936,040	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	»	6,017,000	6,017,000	»	
Gendarmerie	Gewone uitgaven	»	35,974,000	35,974,000	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	»	3,885,000	3,885,000	»	
Ministerie van Financiën	Gewone uitgaven	30,841,300	57,690,075	26,848,775	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	5,000	50,000	45,000	»	
Ministerie van Staathuishoud- kundige Zaken.	Gewone uitgaven	20,451,750	26,391,100	5,939,350	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	500,000	»	»	500,000	
Onwaarden en Terugbetalin- gen	Gewone uitgaven	23,616,000	24,701,000	1,085,000	»	
	Uitzonderlijke uitgaven	»	»	»	»	
TOTAAL		Gewone uitgaven	1,120,334,820 67	2,436,616,600 89	1,016,281,780 22	»
		Uitzonderlijke uitgaven	9,915,825	49,657,050	46,467,000	6,425,775
ALGEMEEN TOTAAL			1,130,250,645 67	2,486,273,650 89	1,032,448,780 22	6,425,775
					+ 1,026,023,005 22	

Onder de oorzaken van de verhooging der gewone uitgaven van 1919 tot 1920, hebben de voornaamste betrekking :

1° Op de lasten der openbare schuld	fr.	40,500,000	»
2° Op de verhooging der wedde- en loonrooster en op de toekenning van standplaatstoelagen (¹)		473,544,000	»
3° Op de ouderdomspensioenen		30,000,000	»
4° Op de lasten van het leger en van de gendarmerie		458,000,000	»
5° Op den aankoop van brandstof voor de exploitatie der spoorwegen		42,000,000	»

Normale buitengewone uitgaven.

De onder die rubriek aangevraagde credieten beoogen uitgaven te doen voor werken en leveringen van eerste inrichting, van verbetering en uitbreiding.

Onder gemelde credieten, zijn de voornaamste bestemd :

1° Tot de wegen	fr.	70,000,000	»
2° Tot de burgerlijke gebouwen		6,600,000	»
3° Tot de kazerneering der gendarmerie		9,655,000	»
4° Tot de vaarten en rivieren		20,000,000	»
5° Tot de spoorwegen		236,000,000	»
6° Tot de nationale verdediging		39,000,000	»

Buitengewone oorlogsuitgaven.

De buitengewone oorlogsuitgaven omvatten niet uitsluitend uitgaven voor schadeloosstelling en voor eigenlijk genaamde herstelling.

Ten gevolge der vijandelijkheden heeft de Regeering zich tegenover een aanzienlijken achterstand in werken van bestuurlijke orde bevonden, voor de aanzuivering waarvan zij genoopt werd tijdelijke diensten in te richten; zij laadt op zich den last van zekere uitgaven, van voorloopigen aard althans voor derzelver huidig bedrag, zooals, bij voorbeeld, den onderstand aan de werklozen, aan de arbeiders slachtoffers van arbeidsongevallen, welke slechts eene rente genieten die ontoereikend is om in hunnen levensonderhoud te voorzien, de toelagen aan de mutualiteiten om deze hunne genees- en artseneijkundige kosten te helpen bestrijden, de vergoedingen aan de agenten der buitendiensten voor wisselverlies; den geldelijken steun verleend aan onvermogen Belgen in het Buitenland, het Belgisch kantoor voor inlichtingen hetwelk bij het Departement van Buitenlandsche Zaken fungeert.

(¹) In deze som is begrepen die welke bestemd is tot geheele betaling door den Staat, ter ontlasting der gemeenten, der jaarwedden van het personeel van het lager onderwijs, die, in vergelijking met 1919, tot 68,000,000 frank beloopt en in vergelijking met 1914 tot 82,000,000 frank.

Werken van onderhoud blijven uit te voeren, namelijk aan de wegen, aan de Staatsgebouwen, aan de rivieren en vaarten, havens en kusten, thans van uitzonderlijke beteekenis omdat zij tijdens de bezetting werden verwaarloosd.

Al deze uitgaven vorderen belangrijke credieten.

Schijnsens zouden zij, uitteraard, veelèer onder de afdeeling der buitengewone uitgaven van de gewone begrooting behooren uitgetrokken te worden.

Doch, behalve dat de vraag kan opduiken of dergelijke lasten niet op onze vijanden rusten, punt dat door de Commissie van Herstel is op te lossen, zou hunne inschrijving op de gewone begrooting, uit hoofde van den omvang dier uitgaven, den uitslag dier begrooting ontwrichten.

Bovendien ware het overdreven deze uitgaven met de gewone inkomsten te willen dekken en ze aldus ten laste te leggen van de tegenwoordige geslachten die reeds zooveel door den oorlog geleden hebben.

Het is billijk, dat onze opvolgers er hun deel van dragen; ook heeft de Regeering niet geaarzeld ze op rekening der leening te brengen.

De tabel der buitengewone oorlogsuitgaven bevat eene andere reeks credieten, welke men zou kunnen verwonderd zijn te dezer plaats aan te treffen, omdat zij betrekking hebben, niet op uitgaven van kapitaal, maar wel op lasten die regelmatig op de begrooting der Openbare schuld worden uitgetrokken.

Niets is nochtans redematiger dan dat die uitgaven in gemelde tabel voorkomen.

Het onderzoek van bedoelde credieten zal doen uitschijnen dat zij betrekking hebben op pensioenen en op onkosten van kapitaal, welke het Verdrag van Versailles ten laste legt van onze vijanden.

In afwachting dat de dienst der pensioenen en dezer leeningen kunne verzekerd worden bij middel van de door Duitschland te verstrekken stortingen, kan er geen spraak van zijn daarmede de kolom te overlasten onzer gewone uitgaven welke hunne tegenpartij moeten vinden in de opbrengst onzer jaarlijksche inkomsten.

Echter, de leeningen, waarvan de last geheel in de buitengewone oorlogsuitgaven gebracht wordt, omdat zij aan ons land gediend hebben om zich tot bankier zijner overweldigers te maken, werden niet gansch gebruikt voor op de rekening onzer vijanden te brengen uitgaven.

Een deel er van werd gebruikt om het tekort onzer gewone ontvangsten aan te vullen, en een ander deel om te voorzien in onze normale buitengewone uitgaven.

Maar het is niet mogelijk, om reden van de verwikkeling in de geschriften die eruit zou voortspruiten, den dienst dezer leeningen te splitsen volgens het deel ervan dat aan de eene of de andere soort uitgaven zoude besteed geworden zijn.

Uit dien hoofde rust op de begrooting van het buitengewone eene uitgaaf die door haar niet moet gedragen worden.

Om in dit verband het evenwicht te herstellen, heeft de Regeering in de

tabel der lasten van de Openbare Schuld eene som van 40 millioen frank opgenomen, die in de tabel van 's Lands middelen onder de hoofding der buitengewone oorlogsontvangsten is voorzien om tegen de uitgaven van dien aard op te wegen.

De begrooting van 't gewone zal aldus bezwaard zijn met de interesten en de delging der voor België's rekening sedert den wapenstilstand gesloten leeningen.

De bijzonderste posten, die op de tabel der buitengewone oorlogsuitgaven voorkomen, zijn de volgende :

1^o Dienst der verwoeste streken. fr. 1,340,680,800 »

De ontvangsten van dezen dienst worden geraamd op 71,000,000 frank.

2^o Herstel van den landbouw 118,450,000 »

3^o Openbare werken (wegen, waterwerken, enz.). 124,000,000 »

4^o Bevoorrading der burgerlijke bevolking. . . 1,598,230,000 »

Als tegenwaarde dezer uitgaaf is in de begrooting van 's Landsmiddelen eene som van 1,359,000,000 frank opgenomen.

5^o Aanmoedigingen aan instellingen tot kosteloze plaatsing van arbeiders 13,335,000 »

6^o Toelagen aan maatschappijen van onderlingen bijstand die den dienst voor geneeskunde en geneesmiddelen hebben ingericht 16,200,000 »

7^o Uitzonderlijke hulpelden aan slachtoffers van arbeidsongevallen 8,000,000 »

8^o Spoorwegen. 991,124,000 »

9^o Hulp tot herstel van den haard des strijders en aan de gezinnen van terug in dienst getrede officieren, onderofficieren, soldaten en gendarmen . . . 62,000,000 »

10^o Herinrichting der militaire gebouwen en der toerusting van het leger; pensioenen, hulpelden, enz. 250,000,000 »

11^o Voorschotten aan de Coloniale Schatkist te verstrekken voor de kosten van den oorlog in Africa en het beheer van het grondgebied van Ruanda-Urundi. 13,500,000 »

12^o Oorlogsschaden 620,000,000 »

13^o Voorschotten, voor rekening van Duitschland, van lasten zijner schuld tegenover België 746,000,000 »

Ontvangsten.

's Lands middelen, die, over 1919, in hun geheel werden geraamd op fr. 2,888,445,429 »

klommen, over 1920, tot. 3,331,561,559 »

VERMEERDERING. fr. 443,116,130 »

Gewone ontvangsten.

Van de nieuwe cedulaire belastingen op de inkomsten en van de aanvullende belasting op het globaal inkomen (supertaxe), waardoor worden vervangen de grondbelasting, de drie eerste grondslagen der personeele belasting, het patentrecht, de belasting op de werkelijke inkomsten en winsten, wordt eene opbrengst van 315,000,000 frank verwacht, zijnde eene vermeerdering van 216,000,000 frank.

Men rekent daarenboven op :

Voor de Douanen	fr.	46,300,000	»
— de Accijnzen		68,000,000	»
— de opbrengsten der Registratie		30,000,000	»
— de scheepvaartrechten		368,000,000	»
— de kapitalen en inkomsten		17,000,000	»
— de terugbetalingen		5,800,000	»

De ontvangsten over 1919 begrepen achterstallige ontvangsten; uit dien hoofde is er over 1920 eene vermindering van 69 millioen.

De *uitzonderlijke ontvangsten*, vergeleken met 1919,
verminderen met fr. 5,000,000 »

De *buitengewone oorlogsontvangsten* beloopt minder
dan het cijfer over 1919 met. fr. 251,000,000 »

Uitkomsten van de gewone begrooting.

Zooals deze toelichting in den aanhef te kennen geeft, beloopt het overschot der gewone uitgaven op de ontvangsten van gelijken aard, *afgezien van de uitzonderlijke ontvangsten*, fr. 651,492,091.89.

Om dit te kort gezond te beoordeelen, dient allereerst rekening te worden gehouden met het feit, dat het beïnvloed is door den geldelijken uitslag van onze eigenbeheeren van Spoorwegen, Posterijen, Telegrafien en Telefonen en van Zeewezen.

De ontvangsten dezer ondernemingen worden voor 1920 geraamd :

Wat betreft den Spoorweg op	fr.	600,000,000	»
id. de Posterijen		38,876,920	»

OVER TE DRAGEN. fr. 638,876,920 »

OVERDRACHT.	fr. 638,876,920 »
Wat betreft de Telegrafen en Telefonen	34,715,200 »
id. het Zeewezen en het vervoer langs de binnenwaterwegen	34,060,000 »
SAMEN	fr. 707,652,120 »
De exploitatiekosten bedragen	fr. 817,367,113 »
Zij een tekort van	fr. 109,714,993 »
Waarbij dient gevoegd, voor de lasten van het kapi- taal van eersten aanleg, eene som die door den heer ver- slaggever van de Algemeene begrooting voor 1919 werd geraamd op	fr. 120,000,000 »
Zij nadeelig	fr. 229,714,993 »
die afgetrokken van het tekort hierboven, ten beloope van	fr. 651,492,091 89
dit verlagen tot	fr. 421,777,098 89

Dit gedeelte van het tekort zal uit de Begrooting worden uitgeschakeld naarmate handel en nijverheid hunne vlucht hernemen en men is gerechtigd te voorzien, dat, op een gegeven oogenblik, de nadeelige uitslag van onze eigenbeheeren zich in een overschot van ontvangsten zal omzetten.

Moest de werkelijkheid onze verwachtingen daaromtrent beschamen, zou dat kunnen verholpen worden door eene wijziging in de tarieven, want het is niet aan te nemen dat Staatsexploitaties met verlies sluiten.

De uitgaven van het leger vinden eene vergoeding, welke, voor 1920, op 95 miljoen frank is geraamd, in de door Duitschland te betalen rente uit hoofde der Belgische krijgsbezetting van een gedeelte van het Rijngebied. Deze rente is in zekeren zin eene blijvende ontvangst, daar zij zal geheven worden tot op het einde der bezetting dewelke oogenscheinlijk nog lang zal aanhouden.

Zij mag van het tekort afgetrokken worden als normale inkomst, met te meer reden, dat onze oorlogsuitgaven ongetwijfeld noemenswaard zullen verminderen wanneer onze troepen voor goed uit Duitschland zullen mogen teruggetrokken worden.

Het tekort wordt aldus op fr. 326,777,098.89 teruggebracht.

Dit cijfer is nog zeer belangrijk, vooral daar de Begrooting nog niet begrijpt den overlast van uitgaven welke spruit uit de verhooging van de wedden van de magistratuur en van de geestelijkheid, uit de herziening der rustwedden der gepensionneerden van den Staat en uit de bijlagen die zullen moeten verleend worden aan de weduwen en weezen zijner overleden dienaars, en eindelijk uit de nieuwe lotsverbetering waarin de Regee-

ring pas heeft toegestemd ten voordeele van het personeel belast met de openbare diensten:

Doch de nijverheids- en handelsherleving die steeds toeneemt, de heropbouw der verwoeste gewesten zullen hunne weldoende uitwerkselen op de opbrengst onzer belastingen doen gevoelen.

Groote meerwaarden mogen voorzien worden en het nieuwe fiscale stelsel, dat het land zooeven heeft ingevoerd, zal toelaten aan de Belgische gemeenschap haar juiste aandeel in eenieders inkomsten te verzekeren om haar bestaan te waarborgen en te verruimen.

De Regeering is er toe besloten geene moeite te sparen om dat doel te bereiken.

Ligt de spontane aangroei van onze ontvangsten in den kring van het zekere, mag men zeggen, zoo zullen anderzijds de uitgaven waarschijnlijk op het huidige peil niet blijven.

Zij zijn tot dalen geneigd naarmate de prijzen normaler zullen worden, en de spanning van den wissel zal verslappen, waarvan de uitzonderlijk hooge stand bijzonder zwaar op onze financiën drukt.

Desniettemin is het dringend noodzakelijk den grootsten geest van zuinigheid in het beheer van het land te betrachten.

Zij die aan deze taak medewerken moeten begrijpen en aannemen, dat de Minister van Financiën, welke worstelt met de schatkistmoeilijkheden die een staat van uitgaven van meer dan 8 $\frac{1}{2}$ milliard onvermijdelijk na zich sleept, hun moge vragen geene uitgaven door te drijven, die niet dadelijk en onafwendbaar onmisbaar zijn.

Het is noodwendig met kracht te reageeren tegen alle willekeurige lasten en zelfs tegen in zekere opzichten vruchtbare uitgaven, die thans moeten wijken voor de meer dringende uitgaven van den heropbouw.

Om aan de leden van de Wetgeving het toezicht over het gebruik der openbare gelden te vergemakkelijken, zullen de uitgaven betreffende de wedden van het personeel, de vergoedingen wegens buitengewone werkzaamheden en de reis-verblijf- en opdracht-kosten voortaan zooveel mogelijk het voorwerp uitmaken van afzonderlijke artikelen, en de ontwikkelingen zijn aangevuld door de kaders van de verscheidene beheeren, hetgeen zal toelaten de aan het Staatspersoneel gegeven uitbreiding na te gaan en desvoorkomend de misbruiken aan te klagen.

Door machtigingen om leeningen aan te gaan en door andere schatkistmiddelen, inzonderheid wat de oorlogsschaden betreft, is de Regeering verzekerd over de noodige gelden te beschikken om in de meest rechtstreeksche financiële noodwendigheden te voorzien.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
LÉON DELACROIX.

Projet de loi contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1920, ainsi que des dispositions diverses.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Finances.

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS DIVERSES.

A. — Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes est autorisé à faire payer par avance sur la caisse des comptables, sous réserve de régularisation ultérieure de la manière indiquée à l'article 23 de la loi du 15 mai 1846, les secours et indemnités de toute nature qui seront alloués sur le tableau X (Ministère des Chemins de fer, etc.), aux agents ou à leurs familles, ainsi qu'aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit.

Wetsontwerp houdende de Algemeene Begroting van de Ontvangsten en de Uitgaven over het dienstjaar 1920, alsmede verscheidene bepalingen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en volgens advies van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal de Wetgevende Kamers in Onzen naam door Onzen Minister van Financiën voorgelegd worden.

TITEL ÉÉN.

VERSCHEIDENE BEPALINGEN.

A. — Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.

ARTIKEL ÉÉN.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien wordt gemachtigd om bij voorbaat te doen uitbetalen ten laste der kas van Staatsrekenplichtigen, onder voorbehoud van latere regeling volgens de wijze aangeduid bij artikel 23 der wet van 15 Mei 1846, de hulpelden en vergoedingen van allen aard welke, ter aanrekening van tabel X (Ministerie van Spoorwegen, enz.), verleend zullen worden aan beambten of aan hunne familieleden, alsook aan de slachtoffers van ongevallen af aan dezer rechthebbenden.

ART. 2.

En attendant la conclusion de nouveaux arrangements destinés à remplacer ceux faisant l'objet du Traité de Berlin du 11 juillet 1872 pour l'exploitation du chemin de fer de Spa à la frontière grand-ducale, le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes est autorisé à continuer l'exploitation de ce chemin de fer en 1920, et à payer à la Société anonyme royale grand-ducale des Chemins de fer Guillaume-Luxembourg, le loyer de 219,600 francs, sous réserve de faire compte dans les arrangements à intervenir.

B. — Ministère de la Guerre.

ART. 3.

Les objets mis hors de service ainsi que les déchets, issues, sous-produits, etc., provenant du service de l'Intendance et des hôpitaux militaires, seront vendus par les soins de l'administration de la guerre, et les sommes perçues de ce chef seront déduites du montant des achats faits pour objets, denrées, etc., de même espèce.

Il en est de même des recettes effectuées à divers titres au profit des différents services des corps de troupe.

D'autre part, les sommes que percevront les divers établissements et services de l'armée du chef de fournitures et travaux exécutés pour compte des organismes de l'armée ou de la gendarmerie, resteront acquises aux établissements et services fournisseurs qui les déduiront de leurs allocations budgé-

ART. 2.

In afwachting dat nieuwe schikkingen getroffen worden tot vervanging van die welke het voorwerp uitmaken van het Verdrag van Berlijn van 11 Juli 1872 voor de exploitatie van den spoorweg van Spa naar de groothertogelijke grens, is de Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen gemachtigd de exploitatie van dien spoorweg, in 1920, voort te zetten en aan de Koninklijke-Groothertogelijke Naamlooze Maatschappij der Willem-Luxemburg spoorwegen het huurgeld van 219,600 frank te betalen, onder voorbehoud van rekening te maken bij het treffen der nieuwe schikkingen.

B. — Ministerie van Oorlog.

ART. 3.

De buiten dienst gestelde voorwerpen, evenals de afval, eetbare afval, voortbrengselen van minderen aard, enz., voortkomende van den Dienst der Intendantie en van de militaire hospitalen zullen, door toedoen van het Krijgswezen verkocht worden en de opbrengst ervan zal afgetrokken worden van het bedrag der aankopen van voorwerpen, eetwaren, enz., van denzelfden aard.

Hetzelfde geldt voor de ontvangsten wegens onderscheidene redenen ten voordeele der verschillende diensten der troepenkorpsen.

Anderzijds zullen de sommen welke door de inrichtingen en diensten van het leger geïnd worden uit hoofde van leveringen en werken uitgevoerd voor rekening der inrichtingen van het leger of der gendarmerie, verworven blijven aan de leverende inrichtingen en diensten die ze van hunne eigen begroo-

taires propres. Toutefois, la valeur des cessions faites entre établissements et services émergeant au même article budgétaire n'est pas payée; ces cessions font l'objet de « factures d'ordre » ne donnant pas lieu à liquidation.

ART. 4.

Les indemnités à payer aux habitants pour le logement et, le cas échéant, pour la nourriture des officiers, sous-officiers et soldats, sont fixées, pour l'exercice 1920, d'après les bases ci-après :

I. — LOGEMENT.

Pour les troupes installées en cantonnement ordinaire :

1° Par logement d'officier général et par nuit : 3 francs.

Par logement d'officier supérieur et par nuit : 2 francs.

Par logement d'officier subalterne et par nuit : 1 franc.

Lorsque la troupe est cantonnée d'une façon durable, les indemnités sont réduites de moitié à partir du quatrième jour.

2° Par lit de sous-officier et soldat et par nuit : 20 centimes.

Pour les troupes installées en cantonnement-abri :

1° La paille de couchage étant fournie par l'administration militaire, par homme et par nuit : 5 centimes.

2° La paille de couchage étant fournie par l'habitant :

a) par homme pour la première nuit : 30 centimes ;

tingsverstrekkingen zullen aftrekken. De waarde der leveringen tusschen inrichtingen en diensten die in hetzelfde begrootingsartikel begrepen zijn, wordt echter niet betaald; deze leveringen maken het voorwerp uit van « factures d'ordre » welke tot geene vereffening aanleiding geven.

ART. 4.

De aan de inwoners te betalen vergoedingen voor het inkwartieren en desgevallend, voor de voeding der officieren, onderofficieren en soldaten, worden, voor het dienstjaar 1920, naar volgende grondprijzen vastgesteld.

I. — INKWARTIERING.

Voor de in gewoon kantonnement ingekwartierde troepen :

1° Per opperofficier — logement en per nacht : 3 frank.

Per hoofdofficier — logement en per nacht : 2 frank.

Per lagerofficier — logement en per nacht : 1 frank.

Wanneer de troep op blijvende wijze gekantonneerd is, worden de vergoedingen van den vierden dag af met de helft verminderd.

2° Per onderofficier of soldatenbed en per nacht : 20 centiemen.

Voor de in schuilkantonnement ingekwartierde troepen :

1° Het slaapstroo door het militair beheer geleverd zijnde, per man en per nacht : 5 centiemen.

2° Het slaapstroo door den inwoner geleverd zijnde :

a) Per man voor den eersten nacht : 30 centiemen ;

b) Pour les nuits suivantes jusqu'à renouvellement de la paille : 5 centimes.

II. — NOURRITURE.

Pour les officiers, d'après les prix usuels dans les localités;

Pour les sous-officiers et soldats par jour : 4 francs.

ART. 5.

Les habitants qui devront pourvoir au logement des chevaux, mulets ou autres animaux, auront droit, à titre de rémunération, au fumier produit par ces animaux.

ART. 6.

Les denrées fournies par les communes pour la nourriture des chevaux, leur seront payées sur le pied des derniers prix trimestriels de la régie des fourrages de l'armée, augmentés de 10 %.

Ces prix seront portés trimestriellement à la connaissance du public par la voie du « Mémorial administratif ».

ART. 7.

Les corps et services de l'armée, qui reçoivent leurs fonds sur crédits administratifs, restent débiteurs ou créiteurs vis-à-vis du Trésor de la différence, en plus ou en moins, entre les sommes perçues et celles qui leur sont dues au titre de leurs allocations; le solde est reporté à l'exercice suivant.

b) Voor de volgende nachten en tot dat het stroo vernieuwd wordt : 5 centiemen.

II. — VOEDING.

Voor de officieren, volgens de in de lokaliteit betaalde gewone prijzen;

Voor de onderofficieren en soldaten per dag : 4 frank.

ART. 5.

De inwoners die zullen moeten voorzien in de inkwartiering der paarden, muilezels of andere dieren, zullen als vergoeding, recht hebben op den mest dezer dieren.

ART. 6.

De eetwaren door de gemeenten geleverd tot voeding der paarden zullen hun betaald worden op voet der laatste driemaandelijksche prijzen van 's Rijksbeheer van het voeder van 't leger, vermeerderd met 10 %.

Deze prijzen zullen driemaandelijks ter kennis worden gebracht van het publiek bij middel van het « Bestuurlijk Memoriaal ».

ART. 7.

De korpsen en diensten van het leger die hunne gelden op administratieve kredieten ontvangen, blijven tegenover de Schatkist schuldenaars of schuldeischers voor het verschil, in meer of min, tusschen de opgetrokken sommen en die welke hun uit hoofde hunner verstrekkingen verschuldigd zijn; het saldo wordt op het volgend dienstjaar overgebracht.

ART. 8.

En cas de mobilisation, l'imputation des dépenses relatives à la Gendarmerie se fait à charge du Budget de la Guerre sur les articles dont l'objet correspond à la nature de la dépense envisagée.

Le compte général des dépenses est rendu par le Budget de la Guerre.

C. — Ministère de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement.

ART. 9.

Les frais des épreuves prescrites par les arrêtés royaux des 14 juin 1899 et 31 octobre 1919 relatifs au transport des récipients destinés à contenir des gaz liquéfiés ou comprimés, sont supportés par les industriels intéressés.

Les rétributions dues de ce chef sont versées au Trésor. Un arrêté royal en détermine le taux et en règle la perception.

D. — Ministère des Finances.

ART. 10.

A partir du 1^{er} janvier 1921, les intérêts de cautionnements seront payés, contre quittance, au porteur du certificat d'inscription ou de la copie de reconnaissance de dépôt délivrée à l'ayant droit pour lui servir de titre.

TITRE II.

§ 1. — DÉPENSES DE NATURE ORDINAIRE.

ART. 11.

Il est ouvert pour les dépenses de nature ordinaire, tant normales qu'ex-

ART. 8.

In geval van mobilisatie worden de uitgaven betreffende de Gendarmerie ten laste der Begroting van Oorlog aangerekend bij de artikelen waarvan het voorwerp overeenstemt met den aard der beschouwde uitgave.

Het algemeen verslag over de uitgaven wordt gedaan in de Begroting van Oorlog.

C. — Ministerie van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading.

ART. 9.

De kosten der door koninklijke besluiten van 14 Juni 1899 en 31 October 1919 voorgeschreven proefnemingen betreffende het vervoer der vaten bestemd om vloeibaar gemaakte of samengeperste gassen in te houden, worden door de betrokken nijveraars afgedragen.

De uit dien hoofde verschuldigde vergoedingen worden den Staat betaald. Een koninklijk besluit stelt hun bedrag vast en regelt hunne heffing.

D. — Ministerie van Financiën.

ART. 10.

Van 1 Januari 1921 af, zullen de interesten van zekerheidstellingen tegen kwijtschrift uitgekeerd worden aan den houder van het inschrijvingsbewijs of van het afschrift van erkenning van bewaargēving den belanghebbende afgeleverd om hem tot titel te strekken.

TITEL II.

§ 1. — UITGAVEN VAN GEWONEN AARD.

ART. 11.

Voor normale zooals uitzonderlijke uitgaven van gewonen aard, van het

ceptionnelles, de l'exercice 1920, des crédits qui se répartissent de la manière suivante entre les divers services de l'Etat, conformément aux tableaux I à XVI annexés à la présente loi.

dienstjaar 1920, worden kredieten geopend, die volgenderwijze over de verschillende Staatsdiensten verdeeld worden, overeenkomstig de aan deze wet gehechte tabellen I tot XVI.

MINISTÈRES ET SERVICES.	Dépenses ordinaires de l'exercice 1920. — Gewone uitgaven van het dienstjaar 1920.	MINISTERIËN EN DIENSTEN.
Dette publique Tableau I.	280,907,660 89	Tabel I. Openbare Schuld.
Dotations. Tableau II.	7,378,800 »	Tabel II. Dotatiën.
Justice Tableau III.	68,914,000 »	Tabel III. Justitie.
Affaires Étrangères. Tableau IV.	15,124,072 »	Tabel IV. Buitenlandsche Zaken.
Intérieur Tableau V.	14,793,560 »	Tabel V. Binnenlandsche Zaken.
Sciences et Arts. Tableau VI.	136,737,930 »	Tabel VI. Wetenschappen en Kunsten.
Agriculture Tableau VII.	18,787,640 »	Tabel VII. Landbouw.
Travaux publics. Tableau VIII.	54,536,900 »	Tabel VIII. Openbare Werken.
Industrie, Travail et Ravitaillement. Tableau IX.	76,075,500 »	Tabel IX. Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes. Tableau X.	817,367,113 »	Tabel X. Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegra-fen.
Colonies Tableau XI.	3,736,000 »	Tabel XI. Koloniën.
Guerre Tableau XII.	513,223,300 »	Tabel XII. Oorlog.
Gendarmerie. Tableau XIII.	39,859,000 »	Tabel XIII. Gendarmerie.
Finances Tableau XIV.	57,740,075 »	Tabel XIV. Financiën.
Affaires Économiques Tableau XV.	26,391,100 »	Tabel XV. Staathuishoudkundige Zaken.
Non-Valeurs et Remboursements. Tableau XVI.	24,701,000 »	Tabel XVI. Onwaarden en Terugbetalingen.
TOTAL. . fr.	2,156,273,650 89	TE SAMEN.

§2. — DÉPENSES DE NATURE EXTRAORDINAIRE.

ART. 12.

Il est ouvert pour les dépenses de nature extraordinaire de l'exercice 1920, des crédits répartis conformément au tableau XVII, annexé à la présente loi, et qui s'élèvent par Ministères et services aux sommes indiquées ci-après.

§ 2. — UITGAVEN VAN BUITENGEWONEN AARD.

ART. 12.

Voor de uitgaven van buitengewonen aard van het dienstjaar 1920, worden kredieten geopend, verdeeld overeenkomstig de aan deze wet gehechte tabel XVII, en welke per Ministeriën en diensten, de hierna aangehaalde sommen bedragen.

MINISTÈRES ET SERVICES.	Dépenses extraordinaires. — Buitengewone uitgaven.		MINISTERIËN EN DIENSTEN.
	Charges normales. — Normale lasten.	Charges de guerre. — Oorlogs lasten.	
Dette publique	»	785,727,419	Openbare Schuld.
Dotations.	1,716,900	»	Dotatiën.
Justice	100,000	4,175,000	Justitie.
Affaires Étrangères.	»	4,222,200	Buitenlandsche Zaken.
Intérieur.	300,000	1,397,473,720	Binnenlandsche Zaken.
Sciences et Arts.	»	996,247	Wetenschappen en Kunsten.
Agriculture	2,085,000	118,450,000	Landbouw.
Travaux publics	111,465,000	124,815,000	Openbare Werken.
Industrie, Travail et Ravitaillement.	»	1,636,065,000	Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.	236,150,025	991,124,804	Spoorwegen, Zeewezen, Posten en Telegrafen.
Guerre	39,130,615	311,522,650	Oorlog.
Finances	4,200,000	14,480,000	Financiën.
Affaires Économiques.	»	628,937,800	Staatshuishoudkundige Zaken.
TOTAUX. . fr.	395,147,540	6,014,969,540	TE SAMEN.

TITRE III.

Voies et Moyens.

ART. 13.

Les impôts directs et indirects, en principal et centimes additionnels au profit de l'État existant au 31 décembre 1919 seront recouvrés pendant l'année 1920, d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

ART. 14.

Les recettes de l'État pour l'exercice 1920 sont évaluées aux sommes sui-

TITEL III.

's Lands Middelen.

ART. 13.

De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in principaal en opcentiemen ten voordeele van den Staat, bestaande op 31 December 1919, zullen, gedurende het jaar 1920, geïnd worden volgens de wetten en de tarieven welke de zetting en de heffing ervan regelen.

ART. 14.

De ontvangsten van den Staat over het dienstjaar 1920 worden geraamd op

vantes, conformément au tableau XVIII
annexé à la présente loi :

Recettes ordinai-
res fr. 1,504,781,559

Recettes exception-
nelles 345,230,000

Recettes extraordi-
naires normales . . 1,550,000

Recettes extraordi-
naires de guerre . . 1,480,000,000

TITRE IV.

Recettes et dépenses pour ordre.

ART. 15.

Les recettes et les dépenses pour
ordre de l'exercice 1920, sont éva-
luées respectivement à la somme de
fr. 6,293,898,743.77, conformément
au tableau XIX annexé à la présente loi.

ART. 16.

La présente loi sortira ses effets à
partir du 1^{er} janvier 1920.

Donné à Laeken, le 19 janvier 1920.

de volgende sommen overeenkomstig
de aan deze wet gehechte tabel XVIII :

Gewone ontvang-
sten , fr. 1,504,781,559

Uitzonderlijke ont-
vangsten 345,230,000

Normale buitenge-
wone ontvangsten. . 1,550,000

Buitengewone oor-
logsontvangsten : . 1,480,000,000

TITEL IV.

Ontvangsten en uitgaven
voor order.

ART. 15.

De ontvangsten en de uitgaven
voor order over het dienstjaar 1920
worden wedersijdsch geraamd op
de som van fr. 6,293,898,743.77 ove-
reenkomstig de aan deze wet gehechte
tabel XIX.

ART. 16.

Deze wet wordt van 1^a Januari 1920
af van kracht.

Gegeven te Laken, den 19^a Januari 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

(ANNEXE AU N° 56)

BUDGET DE L'EXERCICE 1920

ANNEXE AUX DÉVELOPPEMENTS

Question posée par M. Woeste au Gouvernement,
le 19 décembre 1919.

1° Quel est, par Département ministériel, le nombre des fonctionnaires qui existait en 1914 et celui qui existe aujourd'hui ?

2° Combien, dans ces nombres, y a-t-il de fonctionnaires de chaque grade ?

3° A combien s'élevaient, en 1914, les traitements des fonctionnaires visés dans les deux numéros qui précèdent ? A combien s'élèvent-ils aujourd'hui ?

4° Quelles sont, par Département, les nécessités pratiques qui justifiaient la création d'emplois nouveaux de fonctionnaires ?

Réponse.

Les renseignements demandés figurent dans les tableaux ci-après.

(786)